

ASSOCIATION L214

2 rue Henri Bergson
CS 90026
67087 STRASBOURG CEDEX

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ALBRIZIO GIOACCHINO

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
5 rue Primatice
75013 PARIS

Tél. 06 76 79 70 83

Courriel : ga@albrizio-associes.fr

ASSOCIATION L214

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs, les membres de l'assemblée générale de l'Association L214.

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association L214 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

➤ Compte Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

Dans le cadre de mes appréciations des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites en annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 07 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
Gioacchino ALBRIZIO



ASSOCIATION L214

2 RUE HENRI BERGSON

87087 STRASBOURG

Bilan et Resultat Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles	8 160		8 160	0,07	8 160	0,08
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	42 081	40 487	1 594	0,01	2 310	0,02
. Autres immobilisations corporelles	550 518	328 369	222 149	1,83	202 638	1,86
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	6 650		6 650	0,05		
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés	15		15	0,00		
. Prêts	25 473		25 473	0,21	12 962	0,12
. Autres	23 820		23 820	0,20	22 751	0,21
TOTAL (I)	656 717	368 856	287 861	2,37	248 822	2,29
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	89 581	10 819	78 762	0,65	100 470	0,92
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 410		12 410	0,10	62 939	0,58
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	74 762		74 762	0,62	296 770	2,73
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	11 440 215		11 440 215	94,36	10 031 409	92,25
Charges constatées d'avance	229 518		229 518	1,89	134 103	1,23
TOTAL (II)	11 846 487	10 819	11 835 668	97,63	10 625 690	97,71
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	12 503 204	379 675	12 123 530	100,00	10 874 511	100,00

BILAN PASSIF

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	110 655	0,91	110 655	1,02
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	9 643 562	79,54	8 454 237	77,74
. Autres				
Report à nouveau			-19 299	-0,17
Excédent ou déficit de l'exercice	610 263	5,03	1 208 624	11,11
Situation nette (sous total)	10 364 480	85,49	9 754 217	89,70
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	10 364 480	85,49	9 754 217	89,70
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	6 650	0,05		
Fonds dédiés	594 444	4,90	82 503	0,76
TOTAL (II)	601 094	4,96	82 503	0,76
PROVISIONS				
Provisions pour risques	353 545	2,92	410 936	3,78
Provisions pour charges	60 300	0,50	33 789	0,31
TOTAL (III)	413 845	3,41	444 725	4,09
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 954	0,02	3 172	0,03
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 042	2,04	161 430	1,48
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	487 683	4,02	421 369	3,87
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	98	0,00	2 160	0,02
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	6 332	0,05	4 935	0,05
TOTAL (IV)	744 109	6,14	593 066	5,45
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	12 123 530	100,00	10 874 511	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents	4 000		4 000	
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		51 928				51 154				774		1,51	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		106 302				114 305				-8 003		-6,99	
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		21 445				24 708				-3 263		-13,20	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation													
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		6 663 412				6 555 320				108 092		1,65	
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie		92 087								92 087		N/S	
- Contributions financières		1 779 803				501 160				1 278 643		255,14	
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		97 389				97 531				-142		-0,14	
Utilisations des fonds dédiés		75 185				673 151				-597 966		-88,82	
Autres produits		4 087				2 196				1 891		86,11	
Total des produits d'exploitation (I)		8 891 637				8 019 525				872 112		10,87	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises		59 565				61 044				-1 479		-2,41	
Variations stocks		10 888				-6 163				17 051		276,67	
Autres achats et charges externes		3 177 938				2 772 660				405 278		14,62	
Aides financières		47 378				59 091				-11 713		-19,81	
Impôts, taxes et versements assimilés		270 997				236 356				34 641		14,66	
Salaires et traitements		2 916 323				2 543 540				372 783		14,66	
Charges sociales		1 134 703				1 018 613				116 090		11,40	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		130 163				91 229				38 934		42,68	
Dotations aux provisions		26 511				1 377				25 134		N/S	
Reports en fonds dédiés		587 126				34 673				552 453		N/S	
Autres charges		147 880				141 107				6 773		4,80	
Total des charges d'exploitation (II)		8 509 472				6 953 525				1 555 947			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		382 165				1 066 000				-683 835		-64,14	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		168 405				5 839				162 566		N/S	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		168 405				5 839				162 566		N/S	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		168 405				5 839				162 566		N/S	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	550 570	1 071 839	-521 269	-48,62
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	41 911	21 250	20 661	97,23
Sur opérations en capital	1 490	2 179	-689	-31,61
Reprises sur provisions et transferts de charges	118 891	258 500	-139 609	-54,00
Total des produits exceptionnels (V)	162 292	281 929	-119 637	-42,43
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	12 103	2 240	9 863	440,31
Sur opérations en capital	7 479	6 793	686	10,10
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	61 500	135 001	-73 501	-54,43
Total des charges exceptionnelles (VI)	81 082	144 034	-62 952	-43,70
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	81 210	137 895	-56 685	-41,10
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	21 518	1 110	20 408	N/S
Total des produits (I + III + V)	9 222 335	8 307 294	915 041	11,01
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 612 071	7 098 669	1 513 402	21,32
EXCEDENT OU DEFICIT	610 263	1 208 624	-598 361	-49,50

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	309			
Prestations en nature	5 172	9 480		
Bénévolat	393 386	520 329		
TOTAL	398 867	529 809		
CHARGES :				
Secours en nature	309			
Mise à disposition gratuite de biens et services	900			
Prestations	4 272	9 480		
Personnel bénévole	393 386	520 329		
TOTAL	398 867	529 809		

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31 décembre 2022, avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 12 123 530 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 610 263 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 6 Juin 2024 par les dirigeants de l'association.

PRÉSENTATION ET FAITS MARQUANTS

Présentation de l'association

L214 est une association d'intérêt général à but non lucratif, qui s'est donnée pour mission de défendre les animaux, en invitant notre société à ne plus les considérer comme des ressources à notre disposition mais comme des êtres ayant leurs intérêts propres.

Elle mène des actions de sensibilisation pour informer le public sur l'impact de la production de viande, poissons, lait et œufs, pour contribuer au développement de l'offre végétale dans l'alimentation, ou pour obtenir des avancées concrètes pour les animaux notamment auprès des entreprises, des institutions ou des responsables politiques.

La présentation des moyens mis en œuvre est développée dans la partie relative au compte d'emploi des ressources collectées auprès du public.

Faits marquants de l'année 2023

Activité de l'association

L'activité de L214 durant l'année 2023 est largement détaillée dans le bilan moral, disponible sur le site de l'association. Parmi les principaux chiffres et faits marquants :

- 14 enquêtes, le soutien de plus de 50 000 donateurs et donatrices, plus d'1,4 million de personnes qui nous suivent sur les réseaux sociaux et aussi plus de 900 000 personnes abonnées à notre lettre d'information. Plus de 2000 bénévoles répartis dans 41 groupes locaux en France, soit 95 équivalents temps plein. "*Mon journal animal*" est distribué à plus de 108 000 exemplaires.
- Pour la première fois, la justice a condamné l'État à 4 reprises pour carence fautive. Les tribunaux de Montpellier, Rennes, et Pau ont estimé que les services vétérinaires étaient défaillants dans leurs missions de contrôle dans plusieurs abattoirs.
- La procédure en appel sur la cellule Demeter a reconnu l'illégalité de ses missions de prévention, et ce de manière définitive. Un amendement visant à bâillonner les associations

lanceuses d'alerte a de nouveau été déposé : suite à la mobilisation de nombreuses associations, dont L214, cet amendement a finalement été rejeté.

- L'association a également connu 3 autres victoires judiciaires marquantes :
 - Deux procédures visant à interdire la diffusion de vidéos d'enquête ont été à nouveau déboutées en appel.
 - Une condamnation d'un élevage de cochons en Bretagne pour pratique de la caudectomie.
- Malheureusement, en novembre 2023, la cour d'appel de Rennes a ordonné de nouveau à L214 de retirer toutes les images et vidéos d'enquêtes concernant l'élevage de lapins de la SCEA Realap. Pourtant, la première décision avait été infirmée par la cour de cassation en février 2023. L214 s'est de nouveau pourvue en cassation. C'est une décision importante sur la liberté d'information. L'association envisage de saisir la Cour Européenne des Droits de l'Homme lorsque les recours à l'échelle nationale seront épuisés.
- Veganuary a compté 130 entreprises engagées, ainsi que 5 personnalités publiques qui ont porté le défi : Éric Antoine, l'ex-Miss France et professeure de yoga Alexandra Rosenfeld, le rappeur et acteur Gringe, le musicien Petit Biscuit et le comédien Hadi Rassi.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes ont été établis :

- dans le respect des conventions comptables de base et notamment des principes suivants :
 - le principe de prudence ;
 - la permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
 - la continuité d'exploitation ;
 - la non compensation ;
 - l'indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France, et notamment les règlements suivants :
 - ANC n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui intègre notamment une meilleure information de l'origine des fonds en provenance de l'étranger ;
 - ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2020-08, relatifs aux modalités d'établissement et de présentation des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation ;
 - ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Changement de méthode comptable

Le règlement ANC n°2022-04 introduit de nouvelles dispositions dans le règlement ANC n°2018-06 suite aux obligations comptables prévues aux articles 21, 22, 73 et 75 de loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République dite « loi séparatisme », et aux décrets d'application y afférents. Ces nouvelles dispositions s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. Étant d'application prospective, ce changement de méthode n'affecte pas la lecture des comptes N-1.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide. Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont considérées comme significatives, elles font l'objet d'une information dans l'annexe et dans le compte de résultat.

NOTES SUR L'ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	8 160 €			8 160 €
Immobilisations corporelles	506 840 €	145 618 €	59 859 €	592 600 €
dont Installations complexes spécialisée	41 385 €	1 655 €	959 €	42 081 €
dont Installations générales, agencement	29 314 €	4 507 €	0 €	33 821 €
dont Matériel de transport	66 784 €	0 €	0 €	66 784 €
dont Matériel de bureau	360 036 €	138 204 €	56 947 €	441 293 €
dont Mobilier	9 321 €	1 253 €	1 953 €	8 621 €
Immobilisations financières	35 713 €	40 123 €	26 528 €	49 308 €
dont Titres immobilisés	0 €	15 €	0 €	15 €
dont Autres prêts	12 962 €	12 510 €	0 €	25 473 €
dont Dépôts et cautionnements versés	22 751 €	27 598 €	26 528 €	23 820 €
Biens reçus par legs/donations		6 650 €	0 €	6 650 €
TOTAL	550 713 €	192 392 €	86 388 €	656 717 €

Amortissements

Immobilisations amortissables	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
Installations générales, agencements				
Inst. techniques, matériel, outillages industriels	39 075 €	2 371 €	959 €	40 487 €
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	13 605 €	3 907 €	0 €	17 512 €
Matériel de transport	30 679 €	17 261 €	0 €	47 940 €
Matériel de bureau et informatique	218 533 €	95 805 €	51 421 €	262 916 €
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	301 892 €	119 344 €	52 380 €	368 856 €
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	301 892 €	119 344 €	52 380 €	368 856 €

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Installations techniques, matériel, outillages industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Installations générales, agencements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans

États des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	100 470 €	0 €	10 888 €	89 581 €
Matières premières			0 €	
Autres approvisionnements			0 €	
TOTAL	100 470 €	0 €	10 888 €	89 581 €

État des créances et charges constatées d'avance

État des créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances de plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	49 308 €	0 €	49 308 €
Créances rattachées à des participations			
Prêt 1% Logement	25 473 €		25 473 €
Autres créances	23 835 €		23 835 €
Créances de l'actif circulant	87 172 €	87 172 €	0 €
Fournisseurs débiteurs	50 009 €	50 009 €	
Clients	12 410 €	12 410 €	
Organismes sociaux			
État	209 €	209 €	
Autres créances	17 548 €	17 548 €	
Personnel - Rémunérations	6 996 €	6 996 €	
Charges constatées d'avance	229 518 €	229 518 €	
TOTAL	365 998 €	316 690 €	49 308 €

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés	3 820 €
Intérêts courus à recevoir	73 115 €
Autres produits à recevoir	112 €
TOTAL	77 048 €

NOTES SUR LE PASSIF

Fonds associatifs

Variation des fonds propres (article 432-22 du règlement ANC n°2018-06)

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
Postes	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	110 655 €							110 655 €
Fonds propres avec droit de reprise								
Écart de réévaluation								
Réserves	8 454 237 €	1 208 624 €	573 712 €			19 299 €		9 643 562 €
Report à nouveau	-19 299 €					-19 299 €		0 €
Excédent ou déficit de l'exercice	1 208 624 €	-1 208 624 €	-573 712 €	610 263 €	167 616 €			610 263 €
SITUATION NETTE	9 754 217 €	0 €	0 €	610 263 €	167 616 €	0 €	0 €	10 364 480 €
Dotations consomptibles								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	9 754 217 €	0 €	0 €	610 263 €	167 616 €	0 €	0 €	10 364 480 €

Legs et donations

Legs et donations	Montant
Montant perçu d'assurance-vie	92 087 €
Montant des legs ou donations	6 650 €
Prix de vente des biens reçus destinés à être cédés	
Rep. de dépréciation d'actifs reçus destinés à être cédés	
Utilisation de fonds reportés liés aux legs ou donations	
PRODUITS	98 737 €
VNC des biens reçus destinés à être cédés	
Dot. de dépréciation d'actifs reçus destinés à être cédés	
Report en fonds dédiés liés aux legs ou donations	6 650 €
CHARGES	6 650 €
TOTAL	92 087 €

Analyse des fonds dédiés

Information relative aux fonds dédiés (article 431-6 du règlement ANC n°2018-06)

Nature des fonds	À l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont projets sans dépense depuis 2 ans
Silicon Valley Community Foundation #2 (2nd versement)	47 830 €		47 830 €			0 €	
Farmed Animal Funders #1	34 673 €		27 355 €			7 318 €	
Silicon Valley Community Foundation #3		1 243 000 €	813 874 €			429 126 €	
Silicon Valley Community Foundation #4		158 000 €				158 000 €	
TOTAL	82 503 €	1 401 000 €	889 059 €	0 €	0 €	594 444 €	0 €

L214 a perçu un financement accordé par l'Open Philanthropy en 2020, avec un premier versement de 614 068 € en 2020 et un second de 635 768 € en 2021. Au 31 décembre 2022, 47 830 € n'avaient pas encore été utilisés : ces fonds ont été affectés en totalité en fonds dédiés et ont été utilisés au

cours de l'année 2023.

Dans le cadre d'une campagne au niveau européen pour mettre fin au broyage des poussins mâles, L214 avait également reçu en 2022 un financement de 66 456 € de la part du programme Farmed Animal Funders. Au 31 décembre 2022, 34 673 € restaient à dépenser et 27 355 € l'ont été en 2023. Les 7 318 € restants sont reportés sur 2024.

Enfin, deux nouveaux financements de l'Open Philanthropy ont été accordés en 2023 :

- Le premier projet financé a pour objectif de développer la production de vidéos d'enquêtes, de mener des campagnes en faveur des poules et poulets et d'accélérer la professionnalisation de l'association, avec un premier versement de 180 000 € en février et un second de 1 063 000 € en juin (soit 1 243 000 € au total). 813 874 € ont été utilisés sur l'exercice et 429 126 € sont reportés en 2024 ;
- Le second projet financé, à hauteur de 158 000 €, a été accordé et versé en 2023 mais ne sera utilisé qu'à partir de 2024 dans le cadre de la campagne pour les élections européennes. L'intégralité a été reportée en 2024.

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	À l'ouverture	Augmentation (Dotations de l'exercice)	Diminution (Reprises de l'exercice)	À la clôture
Provisions pour investissement				0 €
Amortissements dérogatoires				0 €
Autres provisions réglementées				0 €
TOTAL (I)	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour litiges	410 936 €	61 500 €	118 891 €	353 545 €
Provisions pour garanties aux clients				0 €
Provisions pour amendes et pénalités				0 €
Provisions pour pensions obligatoires similaires	33 789 €	26 511 €	0 €	60 300 €
Autres provisions pour risques et charges				0 €
TOTAL (II)	444 725 €	88 011 €	118 891 €	413 845 €
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	444 725 €	88 011 €	118 891 €	413 845 €
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		26 511 €		
- financières				
- exceptionnelles		61 500 €	118 891 €	

Les dotations de l'exercice correspondent aux nouveaux risques juridiques auxquels doit faire face l'association, et les reprises à la réduction de risques antérieurs suite aux jugements rendus.

Depuis 2020, l'association constitue une provision de 3 000 € par procédure qu'elle a initiée et dans laquelle elle est susceptible d'être condamnée au titre de l'article 700 du code de procédure civile ou de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

État des dettes et produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	2 954 €	2 954 €		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	247 042 €	247 042 €		
Dettes fiscales et sociales	487 683 €	487 683 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	98 €	98 €		
Produits constatés d'avance	6 332 €	6 332 €		
TOTAL	744 109 €	744 109 €		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	2 954 €
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	100 370 €
Dettes fiscales et sociales	304 488 €
Autres dettes	98 €
TOTAL	407 910 €

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Ventilation des ressources provenant de la générosité du public

Les dons constituent la principale ressource de l'association, ce qui lui confère un caractère de produits d'exploitation et non un caractère exceptionnel.

Conformément aux consignes de l'administration fiscale, seuls les dons reçus en 2023 sont comptabilisés dans les recettes de l'exercice 2023 et donnent droit à un reçu fiscal au titre de l'année 2023.

Les ressources provenant de la générosité du public sur l'exercice s'élèvent à 6 982 482 € et se décomposent de la façon suivante :

	2021	2022	2023
Dons manuels	6 412 934 €	6 606 474 €	6 715 340 €
Assurances-vie			92 087 €
Legs et donations			6 650 €
Mécénat			
Autres produits liés à la générosité du public	5 115 €	5 839 €	168 405 €
TOTAL	6 418 049 €	6 612 313 €	6 982 482 €

Fonds dédiés

À la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « *engagements à réaliser sur ressources affectées* » et au passif du bilan en « *fonds dédiés* ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « *fonds dédiés* » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « *report des ressources non utilisées des exercices antérieurs* ».

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	41 911 €
Produits de cession des éléments d'actif	1 490 €
Produits sur exercices antérieurs	0 €
Reprises sur provisions et transferts de charges	118 891 €
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	12 103 €
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	7 479 €
Dotations aux provisions	61 500 €
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	81 210 €

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :
néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :
néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL	néant	néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ont été valorisés et s'élèvent à 60 300 € au 31 décembre 2023.

Rémunération des dirigeants

Aucun membre du conseil d'administration ou du bureau de l'association n'est rémunéré.
Les statuts de l'association prévoient que « *les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées* ».

Un salaire unique pour toutes personnes salariées

Toutes les personnes salariées, y compris la directrice et les membres du comité de pilotage, perçoivent le même salaire : 2 571 € brut par mois, sur 12 mois (soit environ 31 k€ brut par an), avec un complément géographique mensuel pour les personnes habitant dans l'aire urbaine de Paris (200 € bruts).

De ce fait, il n'y a aucun écart entre le salaire le plus faible et le plus élevé, ni entre celui des femmes et celui des hommes.

Une majorité de femmes à tous les échelons hiérarchiques

L'équipe de l'association L214 est composée de 62 % de femmes et 38 % d'hommes. La proportion de femmes varie légèrement selon où l'on se situe dans la hiérarchie :

- 61 % des salarié·es n'ayant pas de rôle d'encadrement sont des femmes
- 55 % des salarié·es en charge de la coordination d'une équipe sont des femmes
- 75 % des responsables de pôle (regroupement d'équipes) sont des femmes
- 50 % des membres du comité de pilotage (l'équipe de direction) sont des femmes

Près de 100 % de personnes salariées en CDI

Au 31 décembre 2023, l'association comptait 97 personnes en CDI (soit 97 %) et 4 CDD (soit 1 %) - aucun contrat d'apprentissage, aucun stagiaire, aucun service civique.

Aucun temps partiel imposé par l'employeur

La durée hebdomadaire du travail dans l'association est de 35 heures.

15 personnes étaient à temps partiel au 31 décembre 2023, dont une personne en temps partiel thérapeutique : il s'agit systématiquement d'un choix des personnes salariées de réduire leur temps de travail, tous les postes étant proposés à temps plein.

Ainsi l'**effectif salarié moyen** est le suivant :

	Personnel salarié 2023	Personnel salarié 2022	Personnel salarié 2021	Personnel salarié 2020	Personnel salarié 2019	Personnel salarié 2018	Personnel salarié 2017	Personnel salarié 2016	Personnel salarié 2015
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Non cadres	92	82	72	69	64	52	33	15	8
TOTAL	92	82	72	69	64	52	33	15	8

Comité social et économique (CSE)

Un nouveau comité économique et social (CSE), composé de deux femmes et de trois hommes, a été élu en juin 2023. Il se réunit chaque semaine et organise un point avec la direction chaque mois. En novembre et décembre, les membres du CSE ont pu bénéficier d'une formation "Santé, sécurité et conditions de travail".

En 2023, le CSE a vu aboutir sa demande sur l'expérimentation du télétravail depuis l'étranger, et a participé aux discussions sur l'attribution d'une Prime sur le partage de la valeur (PPV) et l'augmentation du montant des tickets restaurant dans un contexte de forte inflation.

Concernant les activités sociales et culturelles, les salariés ont à nouveau bénéficié de chèques cadeaux et culture pour un total de 300 € et d'une subvention sport de 100 €. Un colis de Noël d'une valeur de 50€ environ a également été offert en fin d'année.

Sur l'exercice 2023, l'association lui a alloué 5 561 € de subvention de fonctionnement et 33 364 € au titre des activités sociales et culturelles.

Nature et évaluation des contributions volontaires

Conformément au règlement ANC n°2018-06, nous avons procédé à la comptabilisation des contributions volontaires en nature.

Les heures de bénévolat consacrées à l'association se sont élevées à 14 823 heures en 2023, valorisées pour 393 386 € (contre 19 883 heures valorisées pour 520 329 € en 2022).

L'association a par ailleurs bénéficié de 2 dons (309 €) et de 3 prestations en nature (5 172 €).

Méthode de valorisation des contributions volontaires en nature

Le taux horaire utilisé pour la valorisation du bénévolat est de 26,59 €, ce qui correspond au taux horaire chargé moyen des salariés en 2023. Il est en légère hausse par rapport à 2022.

Les dons et prestations en nature ont quant à eux été évalués aux prix du marché.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 5 700 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

L'association a reçu en 2018 un leg à titre universel, qui a été accepté par le conseil d'administration. Toutefois à ce jour la délivrance du leg n'a pas eu lieu. Le leg peut être estimé à 4 000 € nets de droits de succession.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le compte de résultat par origine et destination est établi conformément à l'article 432-2 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Produits

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public	6 982 482 €	6 982 482 €	6 612 314 €	6 612 314 €
Cotisations sans contrepartie	51 928 €	51 928 €	51 154 €	51 154 €
Dons, legs et mécénat	6 762 149 €	6 762 149 €	6 555 320 €	6 555 320 €
Dons manuels	6 663 412 €	6 663 412 €	6 555 320 €	6 555 320 €
Legs, donations et assurances-vie	98 737 €	98 737 €		0 €
Mécénat		0 €		0 €
Autres produits liés à la générosité du public	168 405 €	168 405 €	5 839 €	5 839 €
2. Produits non liés à la générosité du public	2 052 426 €	0 €	763 329 €	0 €
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contrepartie	1 779 803 €		501 160 €	
Autres produits non liés à la générosité du public	272 623 €		262 170 €	
3. Subventions et autres concours publics	0 €		0 €	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	118 891 €		258 500 €	
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs	75 185 €		673 151 €	
TOTAL	9 228 985 €	6 982 482 €	8 307 294 €	6 612 314 €

Les ressources de L214 proviennent essentiellement des dons, legs et cotisations (plus de 93 %), des ventes de la boutique (1,3 %) et des intérêts d'épargne (1,8 %). Le reste provient entre autres des versements suivant des décisions de justice (0,5%), de l'utilisation en 2023 de fonds dédiés versés en les années précédentes pour des campagnes spécifiques (0,8 %) et de reprises de provisions pour risques juridiques (1,3 %).

1. Produits liés à la générosité du public

L214 développe depuis des années la collecte de dons auprès du grand public. En 2023, ces dons et cotisations s'élèvent à 6 982 k€.

Les « autres produits liés à la générosité du public » (168 k€) correspondent aux intérêts d'épargne sur l'argent provenant des dons des années précédentes.

2. Produits non liés à la générosité du public

En 2023, L214 a bénéficié d'un financement de 1,4 M€ de la part de l'Open Philanthropy pour mener à bien des actions en faveur des poulets, de développer nos capacités d'enquêtes et de poursuivre la professionnalisation de l'association. Elle a aussi reçu des financements d'autres associations et fondations pour un total de 379 k€, dont 200 k€ provenant du Fonds de dotation "*L214, pour la défense des animaux*".

Parmi les produits non liés à la générosité du public, on retrouve principalement les ventes (livres, vêtements, revues...) réalisées *via* la boutique en ligne ou lors des différentes manifestations organisées par l'association (128 k€).

Nous avons également bénéficié de versements en notre faveur dans le cadre de décisions de justice (42 k€) et de la refacturation de dépenses effectuées pour le compte du Fonds de dotation "*L214, pour la défense des animaux*" (84 k€).

3. Subventions et autres concours publics

L214 n'a pas bénéficié de subventions publiques en 2023.

4. Reprises sur provisions et dépréciations

Il s'agit de reprises de provisions pour risques juridiques constituées les années précédentes et devenues sans objet suite aux jugements rendus dans le cadre de procédures intentées contre ou par L214.

5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs

En 2020, l'Open Philanthropy (OP) a accordé un financement à L214, versé en 2 fois (614 k€ en 2020, 636 k€ en 2021), pour lui permettre d'agir pour les poulets de chair, pour le développement de nouvelles capacités d'enquêtes et pour soutenir la consolidation de l'association. Le solde de 47 k€ a été dépensé en 2023.

Par ailleurs, l'association a bénéficié en 2022 d'un financement de 66 k€ de la part du Farmed Animal Funders pour lui permettre d'agir contre le broyage des poussins à l'échelle européenne. 35 k€ avaient été utilisés en 2022, et 27 k€ ont été utilisés en 2023. Le solde sera utilisé sur 2024.

Charges

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales	6 216 015 €	5 108 538 €	5 509 441 €	4 612 940 €
Réalisées en France	6 203 247 €	5 095 769 €	5 498 691 €	4 602 189 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	6 168 637 €	5 061 160 €	5 450 351 €	4 553 849 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>	34 609 €	34 609 €	48 340 €	48 340 €
Réalisées à l'étranger	12 768 €	12 768 €	10 751 €	10 751 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>		0 €		0 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>	12 768 €	12 768 €	10 751 €	10 751 €
2. Frais de recherche de fonds	506 312 €	491 920 €	425 572 €	407 671 €
Frais d'appel à la générosité du public	506 312 €	491 920 €	425 572 €	407 671 €
Frais de recherche d'autres ressources		0 €		0 €
3. Frais de fonctionnement	1 193 090 €	1 126 879 €	991 495 €	881 126 €
4. Dotation aux provisions et dépréciations	88 011 €	87 529 €	136 378 €	136 864 €
5. Impôts sur les bénéfices	21 518 €		1 110 €	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	593 776 €		34 673 €	
TOTAL	8 618 721 €	6 814 866 €	7 098 669 €	6 038 601 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	610 263 €	167 616 €	1 208 624 €	573 712 €

L214 réalise ses missions en France. L'association a pour objet de défendre les animaux, notamment ceux utilisés dans la consommation alimentaire, en révélant les pratiques qui leur nuisent dans nos modèles agricoles et alimentaires, en encourageant les solutions pour les faire disparaître.

Les missions sociales comprennent les dépenses opérationnelles directes et indirectes engagées pour la réalisation des actions.

1 - Missions sociales

Les 3 missions sociales de L214 ont pour objectif :

- de **soulever la question animale**, notamment sur les conditions d'élevage, de transport ou d'abattage des animaux (*via* des enquêtes), sur l'impact de la production et de la consommation de produits animaux, et sur les avancées en éthologie :
 - auprès du grand public, tout en lui proposant des actions,
 - auprès des plus jeunes (L214 Éducation),
 - auprès des citoyens (Politique & animaux).
- de **faire reculer les pires pratiques** en encourageant :
 - les entreprises agroalimentaires à modifier leur politique d'achat en bannissant les produits issus des formes d'élevage et d'abattage les plus cruelles (élevages intensifs, conditions d'abattage reconnues par la communauté scientifique comme sources de souffrances pourtant évitables), en réduisant la part de produits d'origine animale au bénéfice du végétal,
 - les élus à défendre les intérêts des animaux.
- de **promouvoir l'alimentation végétale** :
 - auprès du grand public (Vegan Pratique, Veggie Challenge, Veganuary),

- auprès des restaurateurs en leur montrant l'intérêt et en les incitant à proposer des alternatives vegan dans leur offre (VegOresto).

78,5 % des dépenses engagées par l'association hors dotations aux provisions, impôts et reports en fonds dédiés sont affectées à ces missions sociales.

2 - Frais de recherche de fonds

L214 a consacré **6,4 %** de ses dépenses de l'année 2023 (soit 506 k€) à l'activité dite de « *recherche de fonds* », essentiellement sur les frais d'appel à la générosité du public.

Il s'agit des salaires de l'équipe en charge des relations avec les donateurs (2,7 équivalents temps plein [ETP], soit 131 k€) et des commissions et frais bancaires sur les dons reçus (101 k€). On y retrouve également les frais d'affranchissement pour les courriers destinés aux donateurs (33 k€) et des dépenses liées au développement de l'outil de gestion des dons (18 k€ de sous-traitance, 70 k€ de prestations réalisées par notre équipe informatique) et à la communication (17 k€ de brochures, dépliants, stickers et cartes ; 40 k€ de quote-part de salaires et d'achats des autres équipes qui contribuent à la communication sur les dons).

3 - Frais de fonctionnement

Il s'agit essentiellement de frais de personnel (14,5 ETP, soit 810 k€) et de structure (40 k€ de communication institutionnelle, 35 k€ d'honoraires, 34 k€ de frais de missions, 34 k€ de loyers, 31 k€ pour notre outil de gestion RH, 26 k€ pour une prestation d'audit de sécurité informatique, 8 k€ de développements sur notre outil comptable, etc.), non affectables aux missions sociales de l'association. Ils relèvent principalement des services administratifs (gestion des ressources humaines, comptabilité, informatique interne) et de la direction de l'association, et représentent au total **15,1 %** des ressources utilisées durant l'année 2023, soit 1 193 k€.

4. Dotation aux provisions et dépréciations

Il s'agit principalement des dotations aux provisions pour des risques juridiques nouveaux ou accrus (62 k€) et des provisions d'indemnités de fin de carrière (27 k€).

5. Impôts sur les bénéfices

L'association a payé 21 518 € d'impôts sur les intérêts d'épargne qu'elle a touchés en 2023.

6. Reports en fonds dédiés de l'exercice

L'association a perçu un total de 1,4 M€ de financements de la part de l'Open Philanthropy en 2023 mais n'en a utilisé qu'une partie. Le montant non utilisé a été reporté en fonds dédiés.

Contributions volontaires en nature

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	398 867 €	398 867 €	529 809 €	529 809 €
Bénévolat	393 386 €	393 386 €	520 329 €	520 329 €
Prestations en nature	4 272 €	4 272 €	9 480 €	9 480 €
Dons en nature	1 209 €	1 209 €		
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature	0 €	0 €	0 €	0 €
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	398 867 €	398 867 €	529 809 €	529 809 €
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales	398 761 €	398 761 €	529 495 €	529 495 €
Réalisées en France	398 761 €	398 761 €	529 495 €	529 495 €
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds				
3. Contributions volontaires au fonctionnement	106 €	106 €	314 €	314 €
TOTAL	398 867 €	398 867 €	529 809 €	529 809 €

L214 s'efforce de valoriser les nombreuses heures consacrées par ses membres bénévoles à la réalisation des actions de l'association. Près de 15 000 heures bénévoles ont été dénombrées en 2023, valorisées à hauteur de 393 386 €. Ce chiffre est en légère baisse par rapport à l'année précédente.

L'association a par ailleurs bénéficié de dons et de prestations en nature à hauteur de 5 481 €.

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE CHARGES DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DU CROD

Pour une meilleure compréhension de ses comptes, l'association décide de fournir à titre d'informations complémentaires un rapprochement entre les charges du compte de résultat et les charges du CROD, établi conformément à l'article 432-16 du règlement ANC n°2018-06.

Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et celles du CROD	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôts sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Total du compte de résultat
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises	59 565 €				0 €		0 €				59 565 €
Variation de stock	10 888 €				0 €		0 €				10 888 €
Autres charges externes	2 601 318 €				262 497 €		314 123 €				3 177 938 €
Aides financières				12 768 €							47 378 €
Impôts et taxes	205 379 €		34 609 €		14 672 €		50 266 €				270 317 €
Salaires	2 211 633 €				157 194 €		547 497 €				2 916 323 €
Cotisations sociales	862 340 €				59 960 €		212 402 €				1 134 703 €
Dotations aux amortissements	106 164 €				4 273 €		19 726 €				130 163 €
Dotations aux provisions								88 011 €			88 011 €
Report en fonds dédiés										593 776 €	593 776 €
Autres charges	94 113 €				7 122 €		47 326 €				
Charges financières											0 €
Charges exceptionnelles	17 239 €				594 €		1 749 €				19 582 €
Participations des salariés au résultat											0 €
Impôt sur les bénéfices									21 518 €		21 518 €
TOTAL	6 168 637 €	34 609 €	0 €	12 768 €	506 312 €	0 €	1 193 090 €	88 011 €	21 518 €	593 776 €	8 618 721 €

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

Préambule

Le compte d'emploi des ressources (CER) est une présentation adaptée du compte de résultat, destinée à mettre en perspective les dons collectés et les coûts des moyens mis en œuvre. Il ne saurait être confondu avec le compte de résultat, qui comptabilise les charges et les produits (par nature) de l'ensemble des activités de l'association.

Cette annexe permet de présenter les résultats de la collecte de l'année au regard de l'utilisation des fonds. Toutefois, L214 réalise des missions dans la durée et en continu. Les fonds collectés durant l'année 2023 ne sont donc pas nécessairement utilisés cette même année, compte tenu du temps nécessaire pour organiser des campagnes. Réciproquement, certains des projets et enquêtes réalisés en 2023 ont été financés par des fonds collectés les années précédentes.

Le CER est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public afin d'assurer la transparence financière, notamment vis-à-vis des donateurs.

Il a été élaboré conformément à la loi n°91-772 du 7 août 1991 et au règlement ANC n°2018-06.

Méthodologie

Les emplois du CER sont ventilés, à partir de la comptabilité analytique, dans les trois rubriques définies par le règlement ANC n°2018-06 : les « *missions sociales* », les « *frais de recherche de fonds* » et les « *frais de fonctionnement* ».

Une autre dimension analytique permet de suivre l'affectation des fonds dédiés.

Tous les coûts qui concernent une équipe ou une activité correspondant à l'une des trois grandes rubriques du CER leur sont directement affectés. Néanmoins, certaines dépenses peuvent être rattachées à plusieurs rubriques du CER. Dans ces cas particuliers, ces charges indirectes sont alors ventilées entre les différentes rubriques.

Cette ventilation concerne les dépenses suivantes :

- les frais généraux (466 k€) sont répartis au prorata des frais de personnel, donc essentiellement en missions sociales et en frais de fonctionnement, et une partie en recherche de fonds. Il s'agit des dépenses qui concernent tous les salariés (les loyers des locaux par exemple). Une petite partie concerne l'organisation des différents événements externes et internes de l'association, et est répartie au *prorata* du temps qui y est consacré ;
- les charges de l'équipe de direction (206 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les missions sociales, la recherche de fonds et l'activité de direction de l'association, cette dernière étant comptabilisée en frais de fonctionnement. Il s'agit quasi exclusivement de dépenses de salaires ;
- les charges des équipes administratives (755 k€) sont affectées à 100 % en frais de fonctionnement . Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;

- les charges de l'équipe Juridique (30 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les dossiers propres à chaque équipe ou campagne, notamment le suivi des procédures judiciaires contre des élevages. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires. Cette équipe a été créée en 2023 suite à l'embauche d'une salariée exclusivement dédiée à ce sujet ;
- les charges de l'équipe Boutique sont partiellement (78 k€) réparties sur les autres équipes au prorata du temps passé. En effet, en plus de la gestion de la boutique "grand public", cette équipe prend en charge le support logistique consistant à expédier du matériel ou des supports de communication aux différentes équipes et groupes bénévoles. Il s'agit là aussi de dépenses de salaires essentiellement ;
- les charges de l'équipe Création (306 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les missions sociales et sur la recherche de fonds. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges informatiques (495 k€) sont réparties en fonction du temps passé entre les missions sociales et la recherche de fonds. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges de communication (775 k€) sont réparties en fonction de plusieurs indicateurs quantifiables (nombre de pages du magazine ou de lettres d'information électronique dédiées à un sujet, etc.) entre les missions sociales (essentiellement pour des actions de sensibilisation), la recherche de fonds (pour les appels à dons) et les frais de fonctionnement (pour ce qui relève de la communication dite « institutionnelle »). Il s'agit principalement de dépenses de salaires et de frais de diffusion sur nos réseaux (impression et affranchissement des magazines, coût d'envoi des mails) ;
- les dépenses de l'équipe en charge du réseau de bénévoles (535 k€) sont réparties sur les différentes campagnes auxquelles les groupes de bénévoles ont participé, au prorata du nombre d'actions effectuées (plus de 500 sur toute la France en 2023). On y retrouve les dépenses de salaires mais également l'achat de matériel destiné aux actions et les coûts de location pour le stockage de ce même matériel.

Ressources

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Ressources liées à la générosité du public	6 982 482 €	6 612 314 €
Cotisations sans contrepartie	51 928 €	51 154 €
Dons, legs et mécénats	6 762 149 €	6 555 320 €
<i>Dons manuels</i>	6 663 412 €	6 555 320 €
<i>Legs, donations et assurance-vie</i>	98 737 €	0 €
<i>Mécénat</i>	0 €	0 €
Autres ressources liées à la générosité du public	168 405 €	5 839 €
TOTAL DES RESSOURCES	6 982 482 €	6 612 314 €
Reprise sur provisions et dépréciations		
Utilisations de fonds dédiés antérieurs		
DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0 €	0 €
TOTAL	6 982 482 €	6 612 314 €
RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE	8 723 825 €	8 150 113 €
Excédent ou insuffisance de la générosité du public	167 616 €	573 712 €
Investissements ou désinvestissement nets liées à la générosité du public		
RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	8 891 441 €	8 723 825 €

Cotisations sans contrepartie et dons manuels

Les cotisations, dons et legs collectés auprès du public en 2023 (6 814 k€) sont en hausse de +3,1 % par rapport à 2022, soit +208 k€. Ils représentent la quasi-totalité des ressources liées à la générosité du public.

Autres ressources liées à la générosité du public

Les intérêts d'épargne s'élèvent à 168 k€, contre 6 k€ l'année précédente, grâce à une optimisation de nos placements financiers.

Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice

À l'issue de l'exercice 2023, L214 dispose de 8,9 M€ de ressources reportées. Ses emplois de l'année (6,7 M€) ont progressé de +14 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de réserves se situe donc à un peu moins d'une année et demie de dépenses (1,32).

L'association a collecté environ 38 % des dons reçus lors du dernier trimestre, et environ 18 % sur le seul mois de décembre. Ces réserves permettent à l'association d'engager en cours d'année des dépenses plus importantes que ses recettes, en anticipant les recettes espérées sur le dernier trimestre.

Emplois

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales	5 108 538 €	4 612 940 €
Réalisées en France	5 095 769 €	4 602 189 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	5 061 160 €	4 553 849 €
<i>Versements à d'autres organisations</i>	34 609 €	48 340 €
Réalisées à l'étranger	12 768 €	10 751 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	0 €	0 €
<i>Versement à d'autres organisations</i>	12 768 €	10 751 €
2. Frais de recherche de fonds	491 920 €	407 671 €
Frais d'appel à la générosité du public	491 920 €	407 671 €
Frais de recherche d'autres ressources	0 €	0 €
3. Frais de fonctionnement	1 126 879 €	881 126 €
TOTAL DES EMPLOIS	6 727 337 €	5 901 737 €
Dotations aux provisions et dépréciations	87 529 €	136 864 €
Report en fonds dédiés de l'exercice		
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	167 616 €	573 712 €
TOTAL	6 982 482 €	6 612 314 €

Missions sociales

Les dépenses affectées aux missions sociales en 2023 (5,1 M€) ont augmenté de +11 % par rapport à l'année passée. Elles représentent 76 % des dépenses de l'association sur le périmètre des ressources collectées auprès du public.

Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds (492 k€) sont en hausse de +21 % par rapport à l'année précédente, soit +84 k€. Cela correspond à 7 % des dépenses de l'association.

Frais de fonctionnement

Le reste des dépenses (17 %) sont des frais de fonctionnement (1 127 k€). Ils ont également augmenté (+28 %) par rapport à l'année précédente, soit +246 k€, suite au renforcement des équipes administratives et la création d'un poste d'assistant.e de direction.

Contributions volontaires en nature

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Emplois de l'exercice		
1. Contributions volontaires aux missions sociales	398 761 €	529 495 €
Réalisées en France	398 761 €	529 495 €
Réalisées à l'étranger		
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds		
3. Contributions volontaires au fonctionnement	106 €	314 €
TOTAL	398 867 €	529 809 €

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Ressources de l'exercice		
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	398 867 €	529 809 €
<i>Bénévolat</i>	393 386 €	520 329 €
<i>Prestations en nature</i>	4 272 €	9 480 €
<i>Dons en nature</i>	1 209 €	
TOTAL	398 867 €	529 809 €

Fonds dédiés

FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE		
Utilisation		
Report		
FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE		

Aucun fonds dédié n'est lié à la générosité du public sur l'exercice 2023.

ANNEXES DU CER

Détail des Missions sociales

Répartition des dépenses de 3 missions sociales



Répartition des dépenses de missions sociales par nature

Type de dépenses	Charges indirectes										Retraitements du périmètre hors générosité publique		
	Charges directes	Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	TOTAL CER
Salaires et cotisations sociales	1788 513 €	468 244 €	401 581 €	190 724 €	302 495 €	39 217 €	19 122 €	46 636 €	22 821 €	3 279 352 €	-132 406 €	-277 259 €	2 869 687 €
Frais de communication	485 224 €	215 145 €	34 335 €	515 €	625 €	81 €	52 €	76 €	3 799 €	739 852 €	-19 937 €	-24 455 €	695 460 €
Frais de mission	232 577 €	23 515 €	106 660 €	8 698 €	18 105 €	519 €	1 108 €	10 426 €	13 559 €	415 167 €	-3 755 €	-56 859 €	354 552 €
Achat de matériel et fournitures	198 312 €	5 070 €	54 689 €	897 €	2 911 €	2 794 €	258 €	188 €	5 326 €	270 445 €	-6 701 €	-39 555 €	224 189 €
Locations mobilières et immobilières	22 175 €	14 524 €	46 436 €	6 383 €	22 074 €	3 810 €	587 €	25 747 €	33 483 €	175 219 €	-11 418 €	-5 797 €	158 004 €
Affranchissement et frais d'expédition	65 379 €	388 €	8 485 €	174 €	230 €	29 €	69 €	36 €	1 367 €	76 158 €	-27 814 €	-51 €	48 293 €
Achats de marchandises	70 453 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 453 €	-70 453 €	0 €	0 €
Honoraires et frais juridiques	183 164 €	134 €	14 417 €	56 €	89 €	12 €	6 €	11 €	540 €	198 428 €	-39 €	-10 959 €	187 431 €
Autres prestataires	478 113 €	792 €	8 719 €	147 €	5 672 €	30 €	15 €	28 €	1 420 €	494 936 €	-1 265 €	-223 286 €	270 386 €
Dotations aux amortissements	75 660 €	6 343 €	8 251 €	4 359 €	5 994 €	3 478 €	313 €	72 €	1 694 €	106 164 €	-8 869 €	-8 280 €	89 015 €
Dons à d'autres organismes	47 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	47 378 €	0 €	0 €	47 378 €
Cotisations	1 326 €	71 €	1 463 €	21 €	35 €	18 €	28 €	4 €	202 €	3 168 €	-47 €	-27 €	3 094 €
Dotations aux provisions										0 €	0 €		0 €
Impôts et taxes										339 297 €	-15 663 €	-162 585 €	161 049 €
Autres charges diverses	126 707 €	37 920 €	35 518 €	19 206 €	30 555 €	3 652 €	1 673 €	2 696 €	81 370 €	6 216 015 €	-258 366 €	-809 111 €	5 108 538 €
TOTAL	3 774 983 €	772 146 €	720 554 €	231 179 €	388 784 €	53 640 €	23 229 €	85 919 €	165 581 €				

Détail des frais de recherche de fonds

Type de dépenses	Charges indirectes										Retraitements du périmètre hors générosité publique		
	Charges directes	Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	TOTAL CER
Salaires et cotisations sociales	130 919 €	6 718 €	0 €	16 548 €	54 440 €	15 338 €	0 €	5 703 €	2 161 €	231 826 €		-4 918 €	226 907 €
Frais de communication	21 105 €	12 124 €	0 €	45 €	112 €	32 €	0 €	10 €	360 €	33 787 €		-3 566 €	30 222 €
Frais de mission	3 357 €	341 €	0 €	755 €	203 €	32 €	0 €	1 085 €	1 284 €	10 283 €		-638 €	9 645 €
Achat de matériel et fournitures	381 €	72 €	0 €	78 €	524 €	1 093 €	0 €	39 €	504 €	2 691 €		-165 €	2 526 €
Locations mobilières et immobilières	1 804 €	202 €	0 €	554 €	3 973 €	1 490 €	0 €	2 461 €	3 170 €	13 654 €		-82 €	13 572 €
Affranchissement et frais d'expédition	33 023 €	6 €	0 €	15 €	41 €	11 €	0 €	4 €	129 €	33 231 €		0 €	33 231 €
Achats de marchandises	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Honoraires et frais juridiques	319 €	2 €	0 €	5 €	16 €	4 €	0 €	1 €	51 €	399 €		-21 €	378 €
Autres prestataires	47 178 €	10 €	0 €	13 €	1 021 €	12 €	0 €	4 €	134 €	48 371 €		-518 €	47 854 €
Dotations aux amortissements	1 128 €	88 €	0 €	378 €	1 079 €	1 360 €	0 €	80 €	160 €	4 273 €		0 €	4 273 €
Dons à d'autres organismes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Cotisations	1 447 €	1 €	0 €	2 €	6 €	7 €	0 €	1 €	19 €	1 483 €		-1 €	1 482 €
Dotations aux provisions										0 €		0 €	0 €
Impôts et taxes										0 €		0 €	0 €
Autres charges diverses	109 144 €	570 €	0 €	1 666 €	5 499 €	1 428 €	0 €	302 €	7 704 €	126 314 €		-4 484 €	121 831 €
TOTAL	349 804 €	20 134 €	0 €	20 058 €	69 969 €	20 978 €	0 €	9 691 €	15 677 €	506 312 €	0 €	-14 392 €	491 920 €

Détail des frais de fonctionnement

Type de dépenses	Charges directes	Charges indirectes								Retraitements du périmètre hors générosité publique			
		Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	TOTAL CER
Salaires et cotisations sociales	85 982 €	6 299 €	0 €	15 264 €	62 961 €	0 €	580 553 €	58 539 €	567 €	810 165 €		-5 691 €	804 474 €
Frais de communication	0 €	38 185 €	0 €	41 €	130 €	0 €	1 237 €	121 €	94 €	39 809 €		0 €	39 809 €
Frais de mission	7 596 €	219 €	0 €	696 €	3 768 €	0 €	19 949 €	1 562 €	337 €	34 128 €		-792 €	33 335 €
Achat de matériel et fournitures	1 185 €	69 €	0 €	72 €	606 €	0 €	26 077 €	386 €	132 €	28 527 €		-2 214 €	26 313 €
Locations mobilières et Immobilières	4 310 €	174 €	0 €	511 €	4 595 €	0 €	21 470 €	1 688 €	832 €	33 579 €		-90 €	33 489 €
Affranchissement et frais d'expédition	205 €	5 €	0 €	14 €	48 €	0 €	4 011 €	47 €	34 €	4 364 €		0 €	4 364 €
Achats de marchandises	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Honoraires et frais juridiques	5 884 €	1 €	0 €	4 €	18 €	0 €	28 697 €	17 €	13 €	34 636 €		-17 405 €	17 231 €
Autres prestataires	934 €	10 €	0 €	12 €	1 180 €	0 €	74 740 €	45 €	35 €	76 956 €		-15 291 €	61 665 €
Dotations aux amortissements	203 €	90 €	0 €	349 €	1 248 €	0 €	17 317 €	477 €	42 €	19 726 €		0 €	19 726 €
Dons à d'autres organismes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Cotisations	2 478 €	1 €	0 €	2 €	7 €	0 €	268 €	6 €	5 €	2 768 €		0 €	2 767 €
Dotations aux provisions										0 €		0 €	0 €
Impôts et taxes										0 €		0 €	0 €
Autres charges diverses	9 371 €	566 €	0 €	1 537 €	6 360 €	0 €	84 924 €	3 653 €	2 022 €	108 433 €		-24 728 €	83 705 €
TOTAL	118 148 €	45 620 €	0 €	18 501 €	80 921 €	0 €	859 244 €	66 542 €	4 115 €	1 193 090 €	0 €	-66 211 €	1 126 879 €

ETAT DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER (EAR)

Le total des avantages et ressources provenant de l'étranger est de 1 889 804 € pour l'exercice 2023.

Le financement de l'Open Philanthropy (1 401 000 €) représente 74 % de ces ressources, et le don de la Fondation Karuna (115 k€) représente 6 %.

Le reste de ces ressources (374 k€) est constitué par la somme des dons de 11 411 particuliers (étrangers ou français résidant à l'étranger), associations ou entreprises dont le don moyen est d'environ 33 €.

ETAT	Nombre de donateurs	Montant des dons reçus
Afrique du Sud	2	40 €
Algérie	2	160 €
Allemagne	814	17 721 €
Andorre	19	464 €
Argentine	12	600 €
Australie	51	1 585 €
Autriche	100	1 287 €
Belgique	4 884	141 899 €
Belize	12	120 €
Bénin	12	240 €
Brésil	13	260 €
Canada	245	5 627 €
Chili	12	240 €
Chine	17	1 000 €
Chypre	1	200 €
Danemark	71	1 012 €
Emirats Arabes Unis	17	470 €
Espagne	425	7 830 €
Estonie	11	265 €
États-Unis	191	1 523 159 €
Finlande	52	561 €
Grèce	35	685 €
Hongrie	14	770 €
Inde	13	200 €
Irlande	77	1 207 €
Islande	1	15 €
Israël	2	120 €
Italie	235	4 651 €
Japon	24	1 690 €
Kenya	1	20 €

ETAT	Nombre de donateurs	Montant des dons reçus
Lettonie	10	278 €
Luxembourg	790	59 904 €
Malte	1	40 €
Maroc	20	580 €
Maurice	4	70 €
Mexique	12	1 200 €
Monaco	153	14 673 €
Monténégro	1	100 €
Norvège	50	676 €
Nouvelle-Zélande	25	466 €
Panama	1	100 €
Pays-Bas	331	8 098 €
Philippines	3	190 €
Pologne	20	520 €
Portugal	112	2 060 €
République Dominicaine	12	120 €
République tchèque	3	180 €
Roumanie	3	270 €
Royaume-Uni	356	5 481 €
Singapour	14	771 €
Slovénie	12	240 €
Suède	55	728 €
Suisse	2 021	78 251 €
Svalbard et Jan Mayen	1	10 €
Thaïlande	1	20 €
Tunisie	12	120 €
Turquie	12	240 €
Uruguay	12	120 €
Vietnam	1	200 €
TOTAL	11 413	1 889 804 €